

Journal de Côte d'Ivoire

N° 27 du 06.04.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Cote_dIvoire.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part :

[Guy Labertit : Ouattara à la tête des Etats d'Afrique de l'Ouest. Merci qui ?](#)

Richard Yasseu : Démocratie en Afrique : Le pouvoir Ouattara est non démocrate selon l'ONU.

Les brèves

1 [Jean Luc Melenchon parle de Gbagbo aux Français.](#)

2 Dossier

2-1 [La rédaction](#) du nouveau courrier : [Alors qu'il vient d'être porté à la tête de la CEDEAO Guy Labertit démasque Alassane Ouattara.](#)

2-2 Regardscroises : ALASSANE OUATTARA: LE CHANT DES SIRENES S'ESTOMPE.

Tiré à part :

[Guy Labertit : Ouattara à la tête des Etats d'Afrique de l'Ouest. Merci qui ?](#)

Dans cette tribune, Guy Labertit, ex-délégué Afrique du Parti socialiste français et compagnon de route du mouvement de démocratisation du continent, commente l'élection à la tête de la CEDEAO d'Alassane Ouattara, un homme qui dirige pourtant un pays sous perfusion économique et sous tutelle politique.

Et dont le régime se fourvoie dans l'arbitraire et la mauvaise gouvernance.

A l'issue du dernier sommet des chefs d'Etat de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui vient de se tenir à Abuja les 16 et 17 février 2012, Alassane Ouattara en a été élu le président en exercice. Même si l'on peut penser que le tour de la Côte d'Ivoire était venu, ce n'est pas un mince paradoxe que de voir charger un chef d'Etat des différents problèmes de l'ensemble ouest africain alors que la situation dans son propre pays, la Côte d'Ivoire, est pour le moins précaire.

Les douze travaux d'Alassane Ouattara

Ses meilleurs alliés dans la sous-région sont, ou ont été récemment, contestés, que ce soit Abdoulaye Wade, candidat discuté à la présidence du Sénégal, à 86 ans officiels, ou Blaise Compaoré, à la tête du Burkina Faso depuis vingt-cinq ans et qui rêve d'un nouveau bail en 2015 ! Les crises aiguës se multiplient dans la sous-région avec la déstabilisation des pays du Sahel, liée à une politique aventureuse de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Otan en Libye qui a éliminé Kadhafi, au nom de la démocratie, mais réduit à néant l'Etat dans ce pays livré à des milices antagoniques sans projet politique.

Le Nigeria se déchire à travers les velléités indépendantistes dans le delta du Niger riche en pétrole au Sud et l'irréductible meurtrier de la secte islamiste Boko Haram qui veut chasser les chrétiens du Nord du pays. Au regard de la gestion de ces questions brûlantes, comment le nouveau président de la CEDEAO aura-t-il le temps de se consacrer aux immenses tâches qui l'assaillent en Côte d'Ivoire ? A moins qu'il ait choisi de déléguer ses affaires domestiques à ses puissants alliés extérieurs et aux institutions internationales.

Cette politique de fuite en avant a quelque chose de surréaliste. Les commentaires des spécialistes africanistes qui évoquent le double axe Côte d'Ivoire/Nigéria Côte d'Ivoire/Burkina Faso au sein de la CEDEAO prêteraient à sourire si le peuple ivoirien ne continuait de vivre un cauchemar. La Côte d'Ivoire est un pays dont l'ensemble des cadres de l'ancienne majorité présidentielle, qui représente la moitié de l'électorat, sont en prison ou en exil.

Après sept mois d'enfermement inhumain à Korhogo, malgré les tristes déclarations de l'ancien secrétaire général de l'ONU Kofi Annan (photo) qui le disait bien traité suite à la mascarade organisée pour sa visite en compagnie de Desmond Tutu et Mary Robinson, le Président Gbagbo est détenu à La Haye par la *Cour pénale internationale* (CPI) depuis le 30 novembre 2011. Le procureur Ocampo n'a toujours pas communiqué à la défense les charges qui motivent cette détention et n'a inquiété aucun des cadres du régime actuel pourtant directement impliqués dans des crimes de guerre et crimes contre l'humanité depuis la fin de l'année 2002. A signaler qu'en attendant l'audience de confirmation des charges du 18 juin, Laurent Gbagbo bénéficie d'une aide judiciaire pour organiser sa défense.

Où sont donc les fonds cachés du Président que le quotidien français *Le Monde* du 11 mai 2011, sous la plume fertile de sa correspondante à Genève, Agathe Duparc, situait en Suisse ? Les enquêteurs de la CPI, que l'on ne peut soupçonner de complaisance pour leur détenu, n'ont, pour leur part, toujours rien trouvé. Encore un exemple de manipulations médiatiques. Dès lors, que signifie l'inculpation du Président Gbagbo par la justice ivoirienne pour « crimes économiques », lui qui bénéficie d'un aide judiciaire ? Pas besoin d'enquête approfondie pour situer les biens immobiliers des têtes actuelles de l'Etat ivoirien, A. Ouattara et Guillaume Soro.

De plus, des centaines de cadres de l'ancienne majorité présidentielle ont leurs comptes bancaires bloqués et la totalité de leurs fonds gelés depuis un an. Eux et leurs familles sont condamnés à la survie et plusieurs décès parmi les sanctionnés, dont le plus récent est celui du maire de Cocody, Jean-Baptiste Gomont Diagou, attestent qu'ils ne peuvent même plus se soigner. Pourtant, on se plaît à répéter que la Côte d'Ivoire a renoué avec la démocratie et le respect des droits humains. Faut-il croire que le nouveau président de la CEDEAO restera insensible au sort de la moitié du peuple ivoirien puisqu'il a maladroitement déclaré qu'il allait faire du rattrapage auprès des populations qu'il estimait lésées par le précédent régime ? Il a un point commun avec l'actuel président français, son ami de vingt ans Nicolas Sarkozy, c'est celui de diviser les Ivoiriens comme son tuteur divise les Français.

Bien qu'en campagne électorale par gros temps, le capitaine Nicolas devra garder un oeil sur la lagune Ebrié, dont la surface lisse dissimule des fonds fangeux, car son quartiermaître Alassane va être très pris par sa nouvelle fonction à la tête de la CEDEAO. C'est que depuis l'arrestation du Président Gbagbo, le 11 avril 2011, « sous les bombes françaises », pour reprendre ses termes lors de l'audience de la CPI du 5 décembre, le Président Sarkozy s'est montré prodigue à l'égard du régime d'Alassane Ouattara. A commencer par les quatre cent millions d'euros annoncés par la France dès la fin du mois d'avril 2011 pour payer de prétendus arriérés de salaires alors que son prédécesseur avait honoré ces paiements jusqu'en février inclus malgré les fermetures des filiales des banques françaises.

Il faut y ajouter un mirobolant contrat désendettement/développement, quatre fois supérieur au plus avantageux accordé jusque-là au Cameroun, annulant sur quinze ans la dette de 2,25 milliards d'euros (1472 milliards de francs CFA) essentiellement contractée par les régimes PDCI auprès de l'*Agence française de développement* (AFD) qui avait cessé tout engagement financier en Côte d'Ivoire depuis 2002. Encore faudrait-il que les recettes de l'Etat suivent pour que cette mesure ne se limite pas à un simple jeu d'écritures. Enfin, l'effacement d'un milliard d'euros de dette bilatérale a été évoqué lors de la récente visite d'Etat d'Alassane Ouattara à la fin janvier 2012.

La Côte d'Ivoire sous perfusion et sous tutelle

Le soutien politique de la France a été sans faille. La présence du président Sarkozy, fait inédit dans l'histoire des relations franco-africaines, à l'investiture d'Alassane Ouattara le 21 mai 2011, la visite officielle du Premier ministre François Fillon les 14 et 15 juillet, le déplacement du secrétaire général de l'UMP, Jean-François Copé, les 21 et 22 octobre, suivi par le ministre de l'Intérieur Claude Guéant, les 6 et 7 novembre, pour faire le point sur les questions de sécurité, laissent à penser que les liens privilégiés ressortent de liens tutélaires qui ne sont pas sans rappeler les années soixante. Le parfum néocolonial se fait entêtant à travers la présence stratégique, sur place à Abidjan, de personnalités françaises.

Depuis mai 2011, Philippe Serey Eiffel (photo) , éphémère directeur des Grands travaux alors que Ouattara était le Premier ministre d'Houphouët-Boigny, a l'oeil sur les questions économiques. Le conseiller d'Etat en France Thierry Le Roy l'a rejoint en 2012 pour l'organisation de la réforme de l'Etat. Le général Claude Réglat, ancien commandant des Forces françaises au Gabon, gère les questions de sécurité et la réorganisation des services ivoiriens. Sans oublier les petites mains de la barbouzerie, comme Jean-Yves Garnault, l'ancien agent de la DST française, passant du service de Laurent Gbagbo à celui d'Alassane Ouattara.

Un tel empressement valait bien la remise de décorations de l'Ordre national de la Côte d'Ivoire à près d'une centaine de récipiendaires lors de la visite d'Etat en France d'Alassane Ouattara. Certains universitaires français ont choisi d'être absents, mais politiques, hommes d'affaires, militaires, diplomates, intellectuels, petits et grands, unis par un même soutien historique ou récent à Alassane Ouattara, ont été récompensés, y compris l'épouse du directeur de publication de Jeune Afrique Béchir Ben Yahmed. La France n'a pas été chiche en décorant les membres du gouvernement ivoirien et du cabinet présidentiel présents à Paris.

La signature d'un nouvel accord de défense franco-ivoirien à Paris, le 26 janvier 2012, lors de cette visite d'Etat, à l'heure où la France a décidé de limiter sa présence militaire permanente sur le continent africain, révèle que Paris veut donner des gages sécuritaires à son nouveau protégé qu'elle a tout fait pour imposer à la tête de la Côte d'Ivoire. Le Président Gbagbo, pour sa part, voulait mettre un terme à cette présence permanente après le retrait de la Force Licorne. Mais le nouveau chef de l'Etat ivoirien avait déjà voulu masquer une certaine impuissance à maîtriser la sécurité sur l'ensemble du territoire en proposant aux grandes puissances le 22 septembre dernier, lors de son discours à la dernière Assemblée générale des Nations Unies, de faire de la Côte d'Ivoire une plateforme de la lutte contre le terrorisme international. Les Etats-Unis, à l'image de leur imposante ambassade bunker d'Abidjan, ne sont sans doute pas insensibles à ce discours qui pourrait préfigurer une implantation d'Africom (Commandement des forces américaines en Afrique) en Côte d'Ivoire. Par ailleurs, ils n'ont jamais caché leur intérêt pour le pétrole du Golfe de Guinée.

Du reste, oubliés en septembre 2011 par le Président Gbagbo qui avait partagé un premier bloc entre Total et la Côte d'Ivoire (public et privés), ils viennent d'être associés, par le biais d'Anadarko Petroleum Corporation, avec CNR, major canadienne, et Total à l'octroi de trois blocs pétroliers prometteurs... L'arrivée à Abidjan, le 16 janvier 2012, d'Hillary Clinton accompagnée de William Fitzgerald, soussecrétaire d'Etat aux Affaires africaines, a traduit une forte ambition en matière militaire, énergétique et commerciale. La réalisation de ce projet a été facilitée par la politique de Nicolas Sarkozy, marquée du double sceau d'une vieille amitié personnelle avec Alassane Ouattara et d'un atlantisme fondamental, malgré quelques rodomontades qui font plutôt sourire qu'inquiéter Washington.

Toutes ces visites officielles des représentants du monde occidental, auxquelles la venue à Abidjan du vice-ministre chinois des Affaires étrangères, Zhai Jun, reçu par A. Ouattara le 24 juin 2011, ne peut servir de contre point, sont l'occasion de discours lénifiants sur le retour de la paix en Côte d'Ivoire ou sur la réconciliation. Pourtant, la peur des *Forces républicaines de Côte d'Ivoire* (FRCI) règne toujours à l'intérieur du pays, la justice des vainqueurs continue de passer et la Commission « dialogue, vérité, réconciliation » dirigée par Charles Konan Banny, peine même à exister....

L'arbitraire politique et économique en guise de "gouvernance"

En matière de gouvernance, terme cher aux institutions internationales, la non installation, en février 2012, d'une Assemblée nationale dont les membres ont été élus le 11 décembre 2011, fait tache. Certes, les législatives seront reprises dans 11 circonscriptions le 26 février suite à l'invalidation des scrutins par le Conseil constitutionnel, le 31 janvier dernier, pour cause de fraudes alors même que l'ancienne majorité avait boycotté la consultation électorale ! On comprend mieux le refus de la communauté internationale de recompter les bulletins lors de l'élection présidentielle contestée de novembre 2010....

A la tête de l'Etat, Alassane Ouattara recourt donc à des ordonnances sans loi d'habilitation, y compris sur des questions aussi importantes que l'âge de la retraite. Ce dernier a eu beau répété à l'envi pendant sa visite d'Etat en France qu'il n'y a pas de justice des vainqueurs, que la paix est revenue et que l'armée est réunifiée, il n'empêche qu'aucun de ses partisans n'a été inquiété par la justice depuis dix mois, que l'opposition voit ses meetings perturbés ou attaqués violemment (un mort et soixante huit blessés le 21 janvier lors d'un meeting du Front populaire ivoirien) et que les FRCI incarnent l'arbitraire et la répression.

Faisant suite à bien d'autres, les exactions commises par ces FRCI à Vavoua, le 18 décembre 2011, ont contraint le chef des Armées à des menaces fortes, qui sont restées sans effet comme le montrent les dernières victimes d'Arrah le 12 février 2012. Véritable maître du jeu en matière sécuritaire, le Premier ministre et ministre de la Défense, Guillaume Soro, et les anciens commandants de zones rebelles dont l'impunité agace visiblement les protecteurs occidentaux du régime en place, pourraient voir l'étau de la justice se refermer sur eux. Toutefois, si cette perspective se confirmait, ils ne manqueraient pas de tout mettre en œuvre pour révéler des éléments confirmant la complicité d'Alassane Ouattara avec la rébellion depuis le coup d'Etat manqué de septembre 2002. Au sommet de l'Etat, c'est donc une sorte de fragile équilibre de la terreur qui persiste.

Après la chute d'Abidjan, l'assassinat par les FRCI, en avril 2011, du sergent chef Ibrahim Coulibaly, dit IB, très proche d'Alassane Ouattara depuis les années 1990 et dans le secret de tous les coups d'Etat depuis 1999, a éliminé un témoin gênant, frère ennemi depuis 2003 du Premier ministre Guillaume Soro. L'action de son « *commando invisible* », ravageur dans la commune populaire d'Abobo où les partisans de Ouattara sont majoritaires, a joué un rôle décisif en liaison avec l'ONUCI et la Force Licorne pour écarter Laurent Gbagbo.

A l'évidence, Hillary Clinton, qui veut pousser l'avantage pour les Etats-Unis, a conscience de ces manquements démocratiques qui n'autorisent pas la Côte d'Ivoire à bénéficier du Millenium challenge account, convoité par Ouattara, accordé par les Etats-Unis aux pays en développement s'inscrivant dans les objectifs du millénaire définis par les Nations Unies. Les protecteurs occidentaux du nouveau régime hésitent au regard de cette mal gouvernance à accorder le fameux point d'achèvement de l'initiative *Pays pauvres très endettés* (PPTE). L'opposant Ouattara dénonçait le Président Gbagbo quand il avait obtenu du FMI et de la Banque mondiale le point de décision de l'initiative PPTE le 30 mars 2010 en disant que c'était une honte que ce pays soit classé parmi les pays très endettés.

Il est piquant de voir que, devenu Président, il multiplie en 2012 les suppliques pour l'allègement de la dette. Rappelons que cette dette est à mettre au compte quasi exclusif des régimes d'Houphouët-Boigny, achevé par les trois ans de primature de Ouattara, et de Henri Konan Bédié, Laurent Gbagbo n'ayant pu guère compter pendant l'essentiel de sa présidence sur des engagements financiers extérieurs...

Cette décision de point d'achèvement dépend de l'exécution de réformes structurelles, notamment celle de la filière café cacao. Dans le négoce du cacao dont la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial, A. Ouattara, par l'intermédiaire de son épouse Dominique, dispose de relais familiaux. On sait qu'un fils de son précédent mariage, Loïc Folloroux, est le directeur Afrique du groupe britannique Armajaro, trader agressif qui a spéculé par des achats colossaux de cacao en 2002 (avant la tentative de coup d'Etat) et 2010 (avant les élections) dans le but de déstabiliser le régime Gbagbo. Ce groupe bénéficie des largesses de la Banque mondiale par le biais de la *Société financière internationale* (SFI) et se

partage, bon gré mal gré, le secteur avec les Américains Cargill et ADM qui ont toujours eu les yeux de Chimène pour le Premier ministre libéral que fut Ouattara au début des années 1990.

Le frère et une nièce de Dominique Ouattara, Marc et Noelle Nouvian, sont actionnaires d'une nouvelle société de négoce international (Soneici) de fèves de cacao, dirigée par Hervé Dominique Alliali. Il est vrai que le Premier ministre Guillaume Soro s'est taillé la part belle avec l'installation de cols blancs rebelles (André Ouattara et autre Ismaël Koné) au sein du Conseil café cacao mis en place le 24 janvier 2012. Ces pratiques illustrent une approche qui n'est pas sans rappeler celle d'un chef d'Etat français qui, lui aussi, avait promis l'avènement d'une République irréprochable...

Dans quelques semaines, les Français vont élire leur Président et on ose espérer que leur choix ne sera pas sans conséquence sur cette anachronique relation franco-ivoirienne. Le principal concurrent du Président sortant, le socialiste François Hollande, annonce dans ses 60 engagements pour la France : « *Je romprai avec la « Françafrique » en proposant une relation fondée sur l'égalité, la confiance et la solidarité* ». Alors, on a envie de crier « chiche ! », malgré le triste silence ou l'approbation des dirigeants socialistes français, à de rares exceptions près, lorsque Nicolas Sarkozy bombardait Abidjan avec l'aval de l'ONU pour écarter le Président Gbagbo, celui qui, élu en 2000, avait voulu porter un projet social démocrate sur le continent africain et en a été empêché dès 2002.

Guy Labertit

Source : [Cameroon Voice](#)

(Article paru sous le titre "CEDEAO. Labertit démasque Ouattara"

<http://michelcollon.info/Ouattara-a-la-tete-des-Etats-d.html>

Richard Yasseu : Démocratie en Afrique : Le pouvoir Ouattara est non démocrate selon l'ONU. La démocratie en [Côte d'Ivoire](#) est une vue de l'esprit. Ce n'est pas nous qui le disons. C'est plutôt ce qui transparaît d'une émission diffusée lundi dernier sur la chaîne de télévision française France 2. L'image est tout simplement saisissante. Elle parle d'elle-même et devrait se passer de commentaires. Selon une carte du continent noir présentée lundi dernier sur la chaîne de télévision à succès France 2 relative à la démocratie, [la Côte d'Ivoire](#) est dans la zone rouge. Elle est classée parmi les pays où règne une absence totale de démocratie. A en croire cette image émanant de l'Organisation des nations unies (ONU), qui fait l'état des lieux de la démocratie, les pays [africains](#) sont classés en trois catégories. (Voir la photo) La première en couleur verte exemplaire du reste, représente les Etats de "démocratie". La deuxième en couleur jaune représente les pays dits "intermédiaires". Autrement dit, ce sont ceux qui sont à cheval entre la dictature et la démocratie. Et enfin la catégorie rouge qui représente les Etats où l'absence de la démocratie est totale. En d'autres termes, c'est l'ensemble des Etats où la loi des urnes ne prévaut guère et où le mode d'accession à la magistrature suprême se fait par tous moyens qu'à travers élections libres, équitables et démocratiques. Mieux, ce sont les pays où l'oppression est faite sur les opposants politiques. C'est dans cette zone que se trouve la Côte d'[Ivoire](#). En tout cas ceux qui sont abonnés aux chaînes cryptées ont dû voir cette image sur leur petit écran lundi dernier. Cette catégorie, la Côte d'Ivoire la partage avec une quinzaine de pays dont la majorité se situe en [Afrique](#) centrale et un peu plus au nord de la corne du continent. Les pays de la zone "verte" peu nombreux sont l'Afrique du Sud, le [Ghana](#), le Togo et le [Mali](#). Quant ceux dits intermédiaires se localisent pour la plupart en Afrique de l'Est.

Richard Yasseu

<http://www.ivoirediaspo.net/?p=7010>

1 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1 [Jean Luc Melenchon parle de Gbagbo aux Français.](#)

« Vous avez tous vu comment nous sommes intervenus dans le processus de la Côte d'Ivoire ? C'est l'armée qui a fait... Elle a obéi, je n'en fais pas le reproche à l'armée. Mais la décision était politique. Nous avons enlevé M. Laurent GBAGBO, nous l'avons amené au tribunal pénal international alors que la Côte d'Ivoire ne reconnaît pas ce tribunal .

On ne se propose pas d'envoyer au tribunal pénal international ceux qui ont raptés des citoyens français, musulmans, et les ont enfermés à Guantánamo (les responsables américains dont le premier était George W. Bush). On pourrait aussi les envoyer. ça procéderait de la même logique!

En ce moment, il y a un coup d'état au Mali. Là , nous ne sommes pas en train de dire " bas les pattes, rentrez dans les casernes, vous n'avez rien à faire là". Non on demande aux militaires d'organiser le plus vite possible des élections. Ce qui est d'une hypocrisie lamentable, puisque des élections justement il allait y en avoir. Voilà (...) comment une situation de rapports de force crée des abus de force. Nous n'aiderons jamais nos amis, où qu'ils soient, avec des méthodes pareilles. Donc je suis contre ce qu'on a appelé la Françafrique, si c'est ce que ça veut dire. »

Jean Luc Mélenchon

Candidat à la présidentielle 2012 en France

<http://www.lynxtogo.info/oeil-du-lynx/afrique/2168-jean-luc-melenchon-parle-de-gbagbo-aux-francais-.html>

2 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 [La rédaction](#) du nouveau courrier : [Alors qu'il vient d'être porté à la tête de la CEDEAO Guy Labertit démasque Alassane Ouattara.](#)

Dans cette tribune, Guy Labertit, ex-délégué Afrique du Parti socialiste français et compagnon de route du mouvement de démocratisation du continent, commente l'élection à la tête de la CEDEAO d'Alassane Ouattara, un homme qui dirige pourtant un pays sous perfusion économique et sous tutelle politique. Et dont le régime se fourvoie dans l'arbitraire et la mauvaise gouvernance.

A l'issue du dernier sommet des chefs d'Etat de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui vient de se tenir à Abuja les 16 et 17 février 2012, Alassane Ouattara en a été élu le président en exercice. Même si l'on peut penser que le tour de la Côte d'Ivoire était venu, ce n'est pas un mince paradoxe que de voir charger un chef d'Etat des différents problèmes de l'ensemble ouest africain alors que la situation dans son propre pays, la Côte d'Ivoire, est pour le moins précaire.

Les douze travaux d'Alassane Ouattara

Ses meilleurs alliés dans la sous-région sont, ou ont été récemment, contestés, que ce soit Abdoulaye Wade, candidat discuté à la présidence du Sénégal, à 86 ans officiels, ou Blaise Compaoré, à la tête du Burkina Faso depuis vingt-cinq ans et qui rêve d'un nouveau bail en 2015 ! Les crises aiguës se multiplient dans la sous-région avec la déstabilisation des pays du Sahel, liée à une politique aventureuse de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Otan en Libye qui a éliminé Kadhafi, au nom de la démocratie, mais réduit à néant l'Etat dans ce pays livré à des milices antagoniques sans projet politique. Le Nigeria se déchire à travers les velléités indépendantistes dans le delta du Niger riche en pétrole au Sud et l'irrédentisme meurtrier de la secte islamiste Boko Haram qui veut chasser les chrétiens du Nord du pays. Au regard de la gestion de ces questions brûlantes, comment le nouveau président de la CEDEAO aura-t-il le temps de se consacrer aux immenses tâches qui l'assaillent en Côte d'Ivoire ? A moins qu'il ait choisi de déléguer ses affaires domestiques à ses puissants alliés extérieurs et aux institutions internationales. Cette politique de fuite en avant a quelque chose de surréaliste. Les commentaires des spécialistes africanistes qui évoquent le double axe Côte d'Ivoire/Nigéria Côte d'Ivoire/Burkina Faso au sein de la CEDEAO prêteraient à sourire si le peuple ivoirien ne continuait de vivre un cauchemar.

La Côte d'Ivoire est un pays dont l'ensemble des cadres de l'ancienne majorité présidentielle, qui représente la moitié de l'électorat, sont en prison ou en exil. Après sept mois d'enfermement inhumain à Korhogo, malgré les tristes déclarations de l'ancien secrétaire général de l'ONU Kofi Annan qui le disait bien traité suite à la mascarade organisée pour sa visite en compagnie de Desmond Tutu et Mary Robinson, le Président Gbagbo est détenu à La Haye par la Cour pénale internationale (CPI) depuis le 30

novembre 2011. Le procureur Ocampo n'a toujours pas communiqué à la défense les charges qui motivent cette détention et n'a inquiété aucun des cadres du régime actuel pourtant directement impliqués dans des crimes de guerre et crimes contre l'humanité depuis la fin de l'année 2002. A signaler qu'en attendant l'audience de confirmation des charges du 18 juin, Laurent Gbagbo bénéficie d'une aide judiciaire pour organiser sa défense. Où sont donc les fonds cachés du Président que le quotidien français Le Monde du 11 mai 2011, sous la plume fertile de sa correspondante à Genève, Agathe Duparc, situait en Suisse ? Les enquêteurs de la CPI, que l'on ne peut soupçonner de complaisance pour leur détenu, n'ont, pour leur part, toujours rien trouvé. Encore un exemple de manipulations médiatiques. Dès lors, que signifie l'inculpation du Président Gbagbo par la justice ivoirienne pour « crimes économiques », lui qui bénéficie d'un aide judiciaire ? Pas besoin d'enquête approfondie pour situer les biens immobiliers des têtes actuelles de l'Etat ivoirien, A. Ouattara et Guillaume Soro.

De plus, des centaines de cadres de l'ancienne majorité présidentielle ont leurs comptes bancaires bloqués et la totalité de leurs fonds gelés depuis un an. Eux et leurs familles sont condamnés à la survie et plusieurs décès parmi les sanctionnés, dont le plus récent est celui du maire de Cocody, Jean-Baptiste Gomont Diagou, attestent qu'ils ne peuvent même plus se soigner. Pourtant, on se plaît à répéter que la Côte d'Ivoire a renoué avec la démocratie et le respect des droits humains. Faut-il croire que le nouveau président de la CEDEAO restera insensible au sort de la moitié du peuple ivoirien puisqu'il a maladroitement déclaré qu'il allait faire du rattrapage auprès des populations qu'il estimait lésées par le précédent régime ? Il a un point commun avec l'actuel président français, son ami de vingt ans Nicolas Sarkozy, c'est celui de diviser les Ivoiriens comme son tuteur divise les Français.

Bien qu'en campagne électorale par gros temps, le capitaine Nicolas devra garder un œil sur la lagune Ebrié, dont la surface lisse dissimule des fonds fangeux, car son quartier-maître Alassane va être très pris par sa nouvelle fonction à la tête de la CEDEAO.

C'est que depuis l'arrestation du Président Gbagbo, le 11 avril 2011, « sous les bombes françaises », pour reprendre ses termes lors de l'audience de la CPI du 5 décembre, le Président Sarkozy s'est montré prodigue à l'égard du régime d'Alassane Ouattara. A commencer par les quatre cent millions d'euros annoncés par la France dès la fin du mois d'avril 2011 pour payer de prétendus arriérés de salaires alors que son prédécesseur avait honoré ces paiements jusqu'en février inclus malgré les fermetures des filiales des banques françaises. Il faut y ajouter un mirobolant contrat désendettement/développement, quatre fois supérieur au plus avantageux accordé jusque-là au Cameroun, annulant sur quinze ans la dette de 2,25 milliards d'euros (1472 milliards de francs CFA) essentiellement contractée par les régimes PDCI auprès de l'Agence française de développement (AFD) qui avait cessé tout engagement financier en Côte d'Ivoire depuis 2002. Encore faudrait-il que les recettes de l'Etat suivent pour que cette mesure ne se limite pas à un simple jeu d'écritures. Enfin, l'effacement d'un milliard d'euros de dette bilatérale a été évoquée lors de la récente visite d'Etat d'Alassane Ouattara à la fin janvier 2012.

La Côte d'Ivoire sous perfusion et sous tutelle

Le soutien politique de la France a été sans faille. La présence du président Sarkozy, fait inédit dans l'histoire des relations françafricaines, à l'investiture d'Alassane Ouattara le 21 mai 2011, la visite officielle du Premier ministre François Fillon les 14 et 15 juillet, le déplacement du secrétaire général de l'UMP, Jean-François Copé, les 21 et 22 octobre, suivi par le ministre de l'Intérieur Claude Guéant, les 6 et 7 novembre, pour faire le point sur les questions de sécurité, laissent à penser que les liens privilégiés ressortent de liens tutélaires qui ne sont pas sans rappeler les années soixante. Le parfum néocolonial se fait entêtant à travers la présence stratégique, sur place à Abidjan, de personnalités françaises. Depuis mai 2011, Philippe Serey Eiffel, éphémère directeur des Grands travaux alors que Ouattara était le Premier ministre d'Houphouët-Boigny, a l'œil sur les questions économiques. Le conseiller d'Etat en France Thierry Le Roy l'a rejoint en 2012 pour l'organisation de la réforme de l'Etat. Le général Claude Réglat, ancien commandant des Forces françaises au Gabon, gère les questions de sécurité et la réorganisation des services ivoiriens. Sans oublier les petites mains de la barbouzerie, comme Jean-Yves Garnault, l'ancien agent de la DST française, passant du service de Laurent Gbagbo à celui d'Alassane Ouattara.

Un tel empressement valait bien la remise de décorations de l'Ordre national de la Côte d'Ivoire à près d'une centaine de récipiendaires lors de la visite d'Etat en France d'Alassane Ouattara. Certains universitaires français ont choisi d'être absents, mais politiques, hommes d'affaires, militaires,

diplomates, intellectuels, petits et grands, unis par un même soutien historique ou récent à Alassane Ouattara, ont été récompensés, y compris l'épouse du directeur de publication de Jeune Afrique Béchir Ben Yahmed. La France n'a pas été chiche en décorant les membres du gouvernement ivoirien et du cabinet présidentiel présents à Paris.

La signature d'un nouvel accord de défense franco-ivoirien à Paris, le 26 janvier 2012, lors de cette visite d'Etat, à l'heure où la France a décidé de limiter sa présence militaire permanente sur le continent africain, révèle que Paris veut donner des gages sécuritaires à son nouveau protégé qu'elle a tout fait pour imposer à la tête de la Côte d'Ivoire. Le Président Gbagbo, pour sa part, voulait mettre un terme à cette présence permanente après le retrait de la Force Licorne. Mais le nouveau chef de l'Etat ivoirien avait déjà voulu masquer une certaine impuissance à maîtriser la sécurité sur l'ensemble du territoire en proposant aux grandes puissances le 22 septembre dernier, lors de son discours à la dernière Assemblée générale des Nations Unies, de faire de la Côte d'Ivoire une plateforme de la lutte contre le terrorisme international. Les Etats-Unis, à l'image de leur imposante ambassade bunker d'Abidjan, ne sont sans doute pas insensibles à ce discours qui pourrait préfigurer une implantation d'Africom (Commandement des forces américaines en Afrique) en Côte d'Ivoire. Par ailleurs, ils n'ont jamais caché leur intérêt pour le pétrole du Golfe de Guinée.

Du reste, oubliés en septembre 2011 par le Président Gbagbo qui avait partagé un premier bloc entre Total et la Côte d'Ivoire (public et privés), ils viennent d'être associés, par le biais d'Anadarko Petroleum Corporation, avec CNR, major canadienne, et Total à l'octroi de trois blocs pétroliers prometteurs... L'arrivée à Abidjan, le 16 janvier 2012, d'Hillary Clinton accompagnée de William Fitzgerald, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires africaines, a traduit une forte ambition en matière militaire, énergétique et commerciale. La réalisation de ce projet a été facilitée par la politique de Nicolas Sarkozy, marquée du double sceau d'une vieille amitié personnelle avec Alassane Ouattara et d'un atlantisme fondamental, malgré quelques rodomontades qui font plutôt sourire qu'inquiéter Washington.

Toutes ces visites officielles des représentants du monde occidental, auxquelles la venue à Abidjan du vice-ministre chinois des Affaires étrangères, Zhai Jun, reçu par A. Ouattara le 24 juin 2011, ne peut servir de contre point, sont l'occasion de discours lénifiants sur le retour de la paix en Côte d'Ivoire ou sur la réconciliation. Pourtant, la peur des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) règne toujours à l'intérieur du pays, la justice des vainqueurs continue de passer et la Commission «dialogue, vérité, réconciliation» dirigée par Charles Konan Banny, peine même à exister...

L'arbitraire politique et économique en guise de « gouvernance »

En matière de gouvernance, terme cher aux institutions internationales, la non installation, en février 2012, d'une Assemblée nationale dont les membres ont été élus le 11 décembre 2011, fait tache. Certes, les législatives seront reprises dans 11 circonscriptions le 26 février suite à l'invalidation des scrutins par le Conseil constitutionnel, le 31 janvier dernier, pour cause de fraudes alors même que l'ancienne majorité avait boycotté la consultation électorale ! On comprend mieux le refus de la communauté internationale de recompter les bulletins lors de l'élection présidentielle contestée de novembre 2010.... A la tête de l'Etat, Alassane Ouattara recourt donc à des ordonnances sans loi d'habilitation, y compris sur des questions aussi importantes que l'âge de la retraite. Ce dernier a eu beau répété à l'envi pendant sa visite d'Etat en France qu'il n'y a pas de justice des vainqueurs, que la paix est revenue et que l'armée est réunifiée, il n'empêche qu'aucun de ses partisans n'a été inquiété par la justice depuis dix mois, que l'opposition voit ses meetings perturbés ou attaqués violemment (un mort et soixante huit blessés le 21 janvier lors d'un meeting du Front populaire ivoirien) et que les FRCI incarnent l'arbitraire et la répression. Faisant suite à bien d'autres, les exactions commises par ces FRCI à Vavoua, le 18 décembre 2011, ont contraint le chef des Armées à des menaces fortes, qui sont restées sans effet comme le montrent les dernières victimes d'Arrah le 12 février 2012.

Véritable maître du jeu en matière sécuritaire, le Premier ministre et ministre de la Défense, Guillaume Soro, et les anciens commandants de zones rebelles dont l'impunité agace visiblement les protecteurs occidentaux du régime en place, pourraient voir l'étau de la justice se refermer sur eux. Toutefois, si cette perspective se confirmait, ils ne manqueraient pas de tout mettre en œuvre pour révéler des éléments confirmant la complicité d'Alassane Ouattara avec la rébellion depuis le coup d'Etat manqué de septembre 2002. Au sommet de l'Etat, c'est donc une sorte de fragile équilibre de la terreur qui persiste. Après la chute d'Abidjan, l'assassinat par les FRCI, en avril 2011, du sergent chef Ibrahim

Coulibaly, dit IB, très proche d'Alassane Ouattara depuis les années 1990 et dans le secret de tous les coups d'Etat depuis 1999, a éliminé un témoin gênant, frère ennemi depuis 2003 du Premier ministre Guillaume Soro. L'action de son « commando invisible », ravageur dans la commune populaire d'Abobo où les partisans de Ouattara sont majoritaires, a joué un rôle décisif en liaison avec l'ONUCI et la Force Licorne pour écarter Laurent Gbagbo.

A l'évidence, Hillary Clinton, qui veut pousser l'avantage pour les Etats-Unis, a conscience de ces manquements démocratiques qui n'autorisent pas la Côte d'Ivoire à bénéficier du Millenium challenge account, convoité par Ouattara, accordé par les Etats-Unis aux pays en développement s'inscrivant dans les objectifs du millénaire définis par les Nations Unies. Les protecteurs occidentaux du nouveau régime hésitent au regard de cette mal gouvernance à accorder le fameux point d'achèvement de l'initiative Pays pauvres très endettés (PPTE). L'opposant Ouattara dénonçait le Président Gbagbo quand il avait obtenu du FMI et de la Banque mondiale le point de décision de l'initiative PPTE le 30 mars 2010 en disant que c'était une honte que ce pays soit classé parmi les pays très endettés. Il est piquant de voir que, devenu Président, il multiplie en 2012 les suppliques pour l'allègement de la dette. Rappelons que cette dette est à mettre au compte quasi exclusif des régimes d'Houphouët-Boigny, achevé par les trois ans de primature de Ouattara, et de Henri Konan Bédié, Laurent Gbagbo n'ayant pu guère compter pendant l'essentiel de sa présidence sur des engagements financiers extérieurs...

Cette décision de point d'achèvement dépend de l'exécution de réformes structurelles, notamment celle de la filière café cacao. Dans le négoce du cacao dont la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial, A. Ouattara, par l'intermédiaire de son épouse Dominique, dispose de relais familiaux. On sait qu'un fils de son précédent mariage, Loïc Folloroux, est le directeur Afrique du groupe britannique Armajaro, trader agressif qui a spéculé par des achats colossaux de cacao en 2002 (avant la tentative de coup d'Etat) et 2010 (avant les élections) dans le but de déstabiliser le régime Gbagbo. Ce groupe bénéficie des largesses de la Banque mondiale par le biais de la Société financière internationale (SFI) et se partage, bon gré mal gré, le secteur avec les Américains Cargill et ADM qui ont toujours eu les yeux de Chimène pour le Premier ministre libéral que fut Ouattara au début des années 1990. Le frère et une nièce de Dominique Ouattara, Marc et Noelle Nouvian, sont actionnaires d'une nouvelle société de négoce international (Soneici) de fèves de cacao, dirigée par Hervé Dominique Alliali. Il est vrai que le Premier ministre Guillaume Soro s'est taillé la part belle avec l'installation de cols blancs rebelles (André Ouattara et autre Ismaël Koné) au sein du Conseil café cacao mis en place le 24 janvier 2012. Ces pratiques illustrent une approche qui n'est pas sans rappeler celle d'un chef d'Etat français qui, lui aussi, avait promis l'avènement d'une République irréprochable...

Dans quelques semaines, les Français vont élire leur Président et on ose espérer que leur choix ne sera pas sans conséquence sur cette anachronique relation franco-ivoirienne. Le principal concurrent du Président sortant, le socialiste François Hollande, annonce dans ses 60 engagements pour la France : « Je romprai avec la « Françafrique » en proposant une relation fondée sur l'égalité, la confiance et la solidarité ». Alors, on a envie de crier « chiche ! », malgré le triste silence ou l'approbation des dirigeants socialistes français, à de rares exceptions près, lorsque Nicolas Sarkozy bombardait Abidjan avec l'aval de l'ONU pour écarter le Président Gbagbo, celui qui, élu en 2000, avait voulu porter un projet social démocrate sur le continent africain et en a été empêché dès 2002.

[La rédaction](#) le 20/02/12 à 6:29

<http://www.nouveaucourrier.info/2012/02/20/alors-qu'il-vient-detre-porte-a-la-tete-de-la-cedeao-guy-labertit-demasque-alassane-ouattara/>

2-2 Regardscroises : ALASSANE OUATTARA: LE CHANT DES SIRENES S'ESTOMPE.

Oui, le langage trompeur qui a séduit bien des ivoiriens, des africains et des citoyens du monde et qui les a amenés à se laisser flouer par les apparences est en passe de perdre définitivement de sa magie. Le charme a fait long feu. Celui de voir enfin un ressortissant du Nord de la Côte d'Ivoire au pouvoir. En la personne d'Alassane Ouattara ou ADO (Argent - Diamant - Or, comme se plaisent à dire ses aficionados), adoué « Warri fatchè » (trivialement, Papa-l'argent), l'économiste de renommée internationale, celui dont le métier est de « trouver l'argent », l'homme au carnet d'adresses éloquent, « la solution » à tous les problèmes des ivoiriens.

Il aurait été franchement souhaitable que ce charme fût suivi d'effets concrets dans la vie des ivoiriens. Que nenni ! Jamais la Côte d'Ivoire ne se sera portée aussi mal dans sa peau, dans sa vie quotidienne et

dans sa cohésion. Et l'histoire retiendra que cela est arrivé sous un nordiste. De ce point de vue, Ouattara rend au Nord de notre pays, le pire service qui soit. A tout le moins, un bien mauvais service. Ce qui est certain et clair dans l'esprit de tous, c'est que le septentrion ivoirien ne pourra plus dire qu'il n'a jamais gouverné et qu'on lui refuse sa candidature (pas celle d'un de ses fils mais la sienne entière) à l'élection présidentielle pour des considérations religieuses et géographiques.

« On ne veut pas que je sois candidat parce que musulman et du Nord », telle aura été la lame de fond de la politique de Ouattara pour la conquête du pouvoir. Jamais un fils du Nord n'aura autant instrumentalisé sa région et, soyons-en certains, cela ne sera pas sans conséquences dommageables pour la suite de l'histoire ivoirienne. L'ayant dit et étant parvenu au pouvoir sur cette base, le chef de l'Etat actuel confirme sa ligne de pensée en déclarant d'aplomb, dans une interview qu'il a donné au journal « L'Express », au premier jour de sa visite d'Etat en France, le mercredi 25 janvier 2012 : « Il s'agit d'un simple rattrapage. Sous Gbagbo, les communautés du Nord, soit 40 % de la population (chiffre démenti par les données de l'Institut National de la Statistique qui indiquent plutôt 25,71%), étaient exclues des postes de responsabilité ».

Au-delà de l'instrumentalisation et du tripatouillage indécent des données démographiques, c'est le braquage de toutes les autres ethnies de notre pays contre celle du Nord qu'est ainsi en train de réussir - fort malheureusement - Alassane Ouattara. L'inconscient profond des ivoiriens et leur imaginaire populaire retiendront que c'est sous Ouattara, le chantre du nord, le « Zorro » de la cause nordiste, qu'on aura connue la pire division entre les Ivoiriens. Le rattrapage ethnique de Ouattara a ceci de criminel qu'il dresse les communautés du Nord contre tout le reste de la Côte d'Ivoire. Et cette opposition, cette déchirure, c'est Alassane Ouattara qui l'aura réussie. Tant et si bien que si on fait une analyse objective et rigoureuse de la crise ivoirienne, depuis le début de la rébellion en 2002, et de la situation sécuritaire actuelle dans notre pays, on constatera que les FRCI - qui sévissent gravement et odieusement contre les populations ivoiriennes dans le silence le plus complet du gouvernement -, en réalité, ne sont soutenus que par les ressortissants du Nord. Et ce n'est pas de la délation de le dire.

C'est au point où lors des manifestations des populations d'Arrah - dans l'Est de la Côte d'Ivoire - contre la présence des FRCI dont elles étaient excédées des exactions, et qui ont fait de 15 à 35 morts selon des sources diverses, les ressortissants du Nord ont fait écran contre les autochtones pour porter secours aux FRCI. L'affrontement communautaire était inévitable. Les plaies sont encore à vif et la réconciliation dans cette localité n'est pas pour demain, au regard des propos vindicatifs qui nous en parviennent et qui ne sont guère rassurants. L'équilibre n'y tient, à l'heure actuelle, que par la présence des armes.

Qu'arrivera-t-il à la moindre inversion des rapports de forces ? DIEU seul le sait ! Et nous n'osons même pas l'imaginer.

La question sécuritaire en Côte d'Ivoire est un vrai drame national. Nos forces traditionnelles de sécurité (Police et Gendarmerie) sont impuissantes devant les exactions des supplétifs FRCI et des milices « Dozos » descendus du Nord combattre pour Ouattara, à Abidjan. Plutôt que de retourner dans leurs milieux naturels de vie et leurs régions sociologiques, ils se sont incrustés dans le Sud et l'Ouest de notre pays. Pour le plus grand malheur de nos populations. Leurs dérives et leurs crimes sont légions et quasi quotidiens.

A l'intérieur du pays, les forces de l'ordre sont désarmées et doivent se soumettre à une bien curieuse démarche administrative pour recevoir une dotation temporaire d'une ou deux armes (pour mission commandée) auprès des préfets. Une fois la demande des commissaires déposée aux préfets, ils donnent instruction aux FRCI, qui consentent à remettre une ou deux kalachnikovs, à rendre après opération. Oui, vous avez bien lu, ces pratiques ont bel et bien cours en Côte d'Ivoire. D'ici là (du début de la procédure à son aboutissement), les populations ont largement le temps de périr, sans que personne ne lève le petit doigt. De toute notre jeune vie, jamais entendu parlé de pareilles incongruités dans une République. A moins que la Côte d'Ivoire n'en soit plus une ! Ainsi, braquages, viols, vols et assassinats émaillent le quotidien des ivoiriens, dans l'indifférence générale, et surtout celui, incompréhensible, du pouvoir d'Abidjan.

Pas plus tard que ce dimanche 25 mars 2012 à Yopougon, les FRCI occupant illégalement la Place de la liberté, patrimoine du FPI, sous le prétexte qu'un des leurs a eu maille à partir avec un quidam dans un maquis, font une descente punitive dans le quartier de Yopougon-Selmer, s'attaquent aux riverains sans différenciation, saccagent plusieurs maquis dont celui où se sont déroulées les dites échauffourées. Trois civils sont tués dont un, égorgé et franchement amoché : la tête fracturée et l'œil défoncé. Un jeune cadre

de banque, Kouamé Lucien, a été sorti de sa voiture à bord de laquelle il circulait avec sa nièce, et poignardé de plusieurs violents coups de couteaux. Son seul crime : il était au mauvais endroit, au mauvais moment. Plusieurs femmes ont été violées et des boutiques pillées. Une centaine de civils ont été blessés au gourdin et à la machette. Vous parlez d'une jungle !

Le rattrapage ethnique est tellement bien ficelé et pensé que le nouveau président de l'Assemblée nationale et dauphin constitutionnel - élu anticonstitutionnellement sur la base d'un décret présidentiel lui-même illégal - est du Nord, en la personne de l'ex-Premier ministre Soro Guillaume dont la manœuvre nous rappelle étrangement la parade des primates qui ne lâchent une précédente branche qu'après s'être bien assurés de tenir fermement la suivante. Sous Ouattara, la violation de la Constitution est le passe temps favori. La première vice-présidente, Madame Sako Sarah Fadiga, est également du Nord. Dans la même logique rétrograde.

A côté de cela, des injustices criantes prospèrent dans tout le pays : des domiciles et hôtels appartenant à des particuliers restent encore occupés, des voitures privées sont encore aux mains des FRCI qui refusent de les rendre, les véhicules 4x4 des entreprises se font quotidiennement braquer par ces hommes en armes, en toute impunité, des infrastructures publiques font toujours l'objet de la prise en otage des dites forces et la quasi totalité des QG de campagne du candidat de La Majorité Présidentielle, Laurent Gbagbo, servent de résidence aux FRCI s'ils ont eu le bonheur d'avoir échappé à la destruction systématique ; dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire, des ressortissants Burkinabé occupent de force les champs des autochtones. Le sous-préfet de Bloléquin, Koffi Yao-Kan Claude, s'exprimant dans les colonnes du quotidien « Le Nouveau Réveil », dénonce cette pratique désinvolte ainsi que la grave insécurité qui sévit dans la zone, lui qui a enregistré à ce jour 92 conflits fonciers dans sa circonscription. L'Ouest de la Côte d'Ivoire, il faut le dire en toute franchise et honnêteté, est devenu une « colonie de peuplement » pour tous les ressortissants des pays voisins, au détriment des nationaux ivoiriens. Une poudrière en perspective !

Charles Konan Banny, Président de la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation avait prévenu à Yamoussoukro, le 28 septembre 2011, dans son discours d'investiture : « Aucune victoire par la force ne peut être tenue pour définitive, car le vaincu d'aujourd'hui fourbira ses armes dans l'espoir de devenir le vainqueur de demain. Et c'est ainsi que s'installe l'escalade. Désarmons donc aujourd'hui nos haines, faute de quoi nous nous acheminons à grands pas vers une guerre de cent ans ! ». Ouattara doit désamorcer cette bombe qu'il a posée avant qu'il ne soit trop tard.

L'actuel chef de l'Etat avait cloué au pilori la gestion du président Gbagbo et promis du renouveau pour la Côte d'Ivoire : 250 nouvelles écoles, 1 université et 1 million d'emplois par an, l'enrayement de la pauvreté et la cohésion nationale. Il n'en est rien : il a bouclé une année de pouvoir et aucune école n'est encore sortie de terre, aucune nouvelle université n'est en vue, pire, l'ouverture des anciennes est renvoyée aux calendes ; Alassane Ouattara a détruit, depuis son accession au pouvoir, au moins 50.000 emplois (concours de la Fonction publique annulés, licenciements massifs à la Présidence, à la SOTRA, à la RTI, à Air Ivoire, à Palaces de Côte d'Ivoire, au Port Autonome d'Abidjan, à l'AGEFOP, à l'ANADER, au CIAPOL et dans la quasi-totalité des institutions et entreprises publiques) ; le coût de la vie est passé à un niveau record, les populations sont au bord de l'asphyxie et de la révolte ; les Ivoiriens se regardent en chien de faïence à cause d'une réconciliation mal amenée et d'ailleurs sabotée par les actions et la justice des « vainqueurs » au pouvoir ; les armes légères et lourdes n'ont jamais autant circulé dans nos villes et été exhibées par les FRCI et leurs supplétifs au nez de nos populations terrifiées et terrées. La Côte d'Ivoire est méconnaissable sous Ouattara. Jamais elle n'aura été autant défigurée et aussi proche de l'explosion. Les ressortissants du Nord ne doivent certainement pas en être fiers. Beaucoup d'entre eux sont aujourd'hui perplexes. Bien d'autres ont déjà déchanté. Le chant des sirènes s'estompe. La « solution » fait place à la « désillusion ». Celle des partisans endoctrinés et des soutiens internationaux.

Le Nord gouverne à l'heure actuelle. Et nous voyons tous de quelle désastreuse façon. Il se « rattrape », selon Alassane Ouattara, qui aura réussi l'exploit de diviser profondément les ivoiriens et de les installer sur une poudrière qui ne manquera pas d'exploser si rien n'est fait. C'est juste une question de temps.

<http://regardscroises.ivoire-blog.com/>